



Pour gagner... Construire dans la durée ! Manifs le 2 octobre Grève et manif' le 12 octobre

N°73
Juillet
Août
Sept.
2010



@ Michel Ossakowsky

Edito page 2 • **Retraites manifs en images** page 3 • **92 infos** page 8 • **Election au CDFD de la FSU 92, professions de foi et listes déposées** pages 5 à 8 • **Rentrée dans le premier degré** page 5 • **Rentrée dans le second degré** page 6 • **Communiqué commun du 24 septembre** page 7



Editorial

Rarement un président de la République et un gouvernement n'auront été autant discrédités et méprisés.

Ce qui est bien normal eu égard à la politique scandaleuse menée par un pouvoir dont la connivence et les relations douteuses avec les milieux d'affaire et de l'argent apparaissent encore plus au grand jour.

Ainsi, nos dirigeants ont clairement choisi leur camp, qui n'est vraiment pas celui des salariés et encore moins celui des plus fragiles. Dans ce contexte, il est essentiel de continuer à mener le combat pour défendre les intérêts et développer les droits des travailleuses et travailleurs de ce pays.

Il nous faut également affirmer haut et fort que d'autres choix existent et que nous avons certes des exigences, mais aussi un véritable projet pour l'avenir de la jeunesse, le développement des Services Publics et des solidarités.

La mobilisation croissante autour du projet de réforme des retraites et les sondages d'opinion de plus en plus défavorables, sont la preuve que le gouvernement et Nicolas Sarkozy ont clairement perdu la bataille de l'opinion. Malgré tout, ces derniers continuent à défendre vaillamment que vaillamment cette réforme profondément injuste qui fait payer quasi exclusivement aux salariés le prix de celle-ci. Les maigres amendements et modifi-

cations (peut-on réellement parler d'améliorations ?) ne modifient en rien le fond et la philosophie de la réforme : il faut travailler plus, cotiser plus pour toucher moins ! Face à cet aveuglement idéologique, il est nécessaire que la mobilisation continue de s'amplifier. La FSU défend l'idée d'une mobilisation unitaire croissante, planifiée dans le temps et dans un calendrier resserré, car il est plus que jamais essentiel que le mouvement social impose le rapport de force nécessaire au retrait de ce projet.

Parallèlement à cette mobilisation, la FSU lance une grande campagne sur la défense du Service Public.

Le slogan "*Le Service Public, on l'aime, on le défend !*" rappelle que cette question est au cœur de nos préoccupations et revendications pour une promotion du Service Public garant de l'égalité, de la solidarité et de la justice sociale.

A l'heure où le pouvoir tente de diviser les français, à stigmatiser des populations, cette campagne doit être l'occasion là aussi de montrer que des solutions existent pour tous et dans l'intérêt de tous ! Le prochain débat sur le futur budget permettra à coup sûr de rappeler que l'avenir promis aux services publics dans leur ensemble est très sombre.

De nouvelles suppressions massives de postes sont prévues alors qu'une politique de développement de l'emploi public pourrait permettre d'endiguer le chômage en particulier celui des jeunes et d'apporter des ressources



supplémentaires pour financer les retraites. Malheureusement, ce choix n'est pas celui du gouvernement pour qui la réduction des dépenses publiques est un véritable dogme. Rendez-vous donc très prochainement dans la rue, mais également dans toutes les initiatives auxquelles la FSU92 prendra part afin de montrer que le "**Tous ensemble !**" est plus fort que le "chacun pour soi" et le repli sur soi.

Jacky Lizé

Motion votée lors du CDFD du 21 septembre 2010

Le CDFD de la FSU 92, réuni le 20 septembre, considère le projet de réforme des retraites du gouvernement injuste et inacceptable. L'heure est à la construction d'un mouvement social d'ampleur pour obtenir le retrait de ce projet. Seuls des millions de grévistes et de manifestants peuvent faire reculer le gouvernement.

Il appelle donc les personnels à s'engager massivement dans la grève et la manifestation du 23 septembre (13h à Bastille), à se réunir les 23 et 24 septembre en Assemblée Générale (d'établissements, de ville ou de bassin) pour discuter des suites et rythmer la mobilisation à partir du 24 et dès la semaine qui suit (grèves, reconduction de la grève manifestations...).

Présents : 11 - adopté à l'unanimité.



@ André Landrain

Nouvelles mobilisations unitaires Les 2 et 12 octobre

Dans un communiqué commun du 24 septembre, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA, "appellent à une journée de rassemblements et de manifestations dans le pays le samedi 2 octobre pour conforter la mobilisation et permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action (...) et à faire du mardi 12 octobre une nouvelle journée massive de grèves et de manifestations pendant le débat au Sénat".

La défense des retraites

le 92 dans les manifs, les 7 et 23 septembre

Paris 7 septembre



15 septembre



@ André Landrain

@ Michel Osserkovsky

Des collectifs intersyndicaux locaux se mettent en place depuis la rentrée. Ci-dessous, le tract du collectif nanterrien (CGT, CFDT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, UNSA) appelant à la manifestation du 23 septembre.



23 septembre



@ André Landrain

les mouvements pédagogiques dans le collimateur gouvernemental



Les subventions du GFEN et du CRAP amputées de moitié.

La pédagogie serait-elle devenue à moitié inutile ? Le ministère de l'Éducation nationale annonçait début juillet la suppression - dès la rentrée de septembre - de la moitié de la subvention permettant le paiement des 4 enseignants intervenant dans les deux mouvements pédagogiques : le Groupe Français d'Education Nouvelle (GFEN), qui oeuvre pour le "tous capables" à un moment où les attaques contre l'innovation pédagogique n'ont jamais été aussi virulentes et pour un retour à des méthodes rétrogrades et inégalitaires surtout envers les élèves les plus fragiles, des milieux défavorisés" et le Cercle de Recherche et d'Action Pédagogiques (CRAP) (changer la société pour changer l'école, changer l'école pour changer la société, peut-on lire sur chaque publication). Depuis des dizaines d'années, ces deux mouvements pédagogiques ont produit un travail considérable en contribuant à la réflexion sur les apprentissages, la formation des enseignants, la promotion d'innovations en faveur d'une école permettant la réussite de tous.

Une part importante de ce travail repose sur l'action militante de bénévoles, des adhérents des deux associations, de tous les acteurs du monde éducatif qui les soutiennent, mais aussi de quelques enseignants "mis à disposition" par le ministère.

Ces moyens humains sont essentiels pour assurer la pérennité de leurs activités. Il en va de la survie même de ces 2 mouvements pédagogiques. Et pourtant ils sont dérisoires à l'échelle d'un ministère employant des centaines de milliers de personnes.

La décision de supprimer la moitié de ces postes ne peut être interprétée que comme un acte d'hostilité à l'égard des mouvements pédagogiques et ne peut que les contraindre à une réduction brutale de leurs activités.

L'école a besoin de pédagogie et des mouvements pédagogiques. Avec le CRAP et le GFEN, nous demandons instamment au ministère de l'Éducation nationale de suspendre et d'annuler cette décision.

L'aide de ces deux mouvements est irremplaçable pour les jeunes enseignants, et la qualité des actions de formation est reconnue par le ministère lui même qui n'hésite pas à y faire appel dans le cadre du PAF du 93 et de Paris.

Isabelle Courtade

1. Le GFEN oeuvre pour le "tous capables", à un moment où les attaques contre l'innovation pédagogique n'ont jamais été aussi virulentes et où les milieux gouvernementaux militent pour un retour à des méthodes rétrogrades et inégalitaires surtout envers les élèves les plus fragiles des milieux défavorisés.

2. Le CRAP illustre chacune de ses publications de cette maxime " changer la société pour changer l'école, changer l'école pour changer la société ".

92 Infos



6 et 7 septembre au collège Paul Eluard de Nanterre

Extraits d'un compte rendu des deux journées de grève engagées les 6 et 7 septembre par nos collègues du collège Paul Eluard de Nanterre.

Il est symptomatique des conditions de rentrée dans beaucoup d'établissements du département.

"Parmi la trentaine de grévistes, beaucoup participent activement à l'action. Les raisons locales de la colère se précisent : avec une classe de sixième supprimée, l'augmentation des effectifs par classe compromettrait les chances de réussite des élèves les plus fragiles.



Il n'y a personne pour assurer neuf heures d'histoire-géographie, dix-huit heures de technologie, trois heures de physique, ni pour remplacer une prof de français

malade.

Non seulement l'établissement fonctionne avec de plus en plus de personnels au statut précaire, mais cette année la fin des "contrats aidés", qui touche sept personnes, ne permettra pas la continuité du service à la loge, au Centre de documentation et d'information...

Le manque de moyens pour les élèves qui demandent un accompagnement spécifique est un autre sujet sensible.

Un seul élève serait aidé par un Assistant à la Vie Scolaire, et pour dix heures seulement, alors que des enseignants et des familles estiment nécessaires que plusieurs bénéficient de ces personnels. La hâte de l'Inspecteur d'Académie à en réduire le nombre, et là encore à préférer le recours à des personnels hors fonction publique, ne paraît donc pas justifiée. Une demande de rencontre avec l'IA va partir, et le contact s'établit avec la section départementale du SNES.

Une délégation se forme pour aller rencontrer les collègues d'Evariste Galois à la récré de dix heures, ceux de République à midi"...

Sur le Site du SNUipp 92...

Quelques comptes-rendus des AG du 23 septembre

Plus d'un enseignant sur deux était en grève dans le 92. Une dizaine d'AG se sont tenues dans tout le département.

Colombes (50% de grévistes) : 18 participants Les collègues attendent aussi des actions sur l'école. Il faut rencontrer et informer les parents. Unaniment les collègues souhaitent l'organisation d'une manifestation un week-end. L'idée de la reconduction reste minoritaire.

Issy (40% de grévistes), **Vanves** (60% de grévistes) et **Malakoff** (70% de grévistes) : 23 participants. Organisation toutes les semaines d'un "Tintamarre" qu'il faut médiatiser. Il faut interpeler les mairies. Les collègues pensent qu'il faut organiser une manifestation un week-end pour pouvoir toucher tout le monde. Clarifier le message sur le nombre d'annuités pour toucher une retraite satisfaisante.

Bagneux (65% de grévistes), **Châtillon** (45% de grévistes), **Montrouge** : 35 participants. Volonté d'organiser des AG intepro et de rester sur des mots d'ordre sur les retraites. Plusieurs actions évoquées lors de l'AG : campagne d'affichage, tracts, RDV régulier type tintamarre. 23 collègues sur 35 pour le principe d'une grève reconductible, mais en attente des chiffres dans les autres AG. Une grande majorité pour une manifestation un week-end. (...)

Nanterre (55% de grévistes) : 13 participants. Pas assez nombreux en AG pour prendre des décisions. Pour les collègues présents d'être en grève reconductible permet de construire le mouvement et de rallier les autres collègues. Discussion sur une reconduite à partir de lundi 27 ou à la suite de la manifestation qui devrait avoir lieu le 2 octobre (pour se donner le temps de se rassembler).

Puteaux/Suresnes/Garches (25% de grévistes) : 3 participants. Proposition d'un rassemblement ou d'une manifestation un samedi.

Clichy (72% de grévistes) : 40 collègues en AG dont 30 PE (la moitié des écoles représentées). Vote pour une grève reconductible (21 pour) à partir de lundi. Tournée des écoles vendredi midi. AG vendredi 18h30 à Jules Ferry A. Relance du tintamarre hebdomadaire des écoles à partir de jeudi 18h.

Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant

Ce texte a été écrit le 20 septembre. Il ne tient donc pas compte des événements qui se sont déroulés depuis cette date.

Mardi 7 septembre, des millions de salariés ont fait grève, près de trois millions ont manifesté avec leurs organisations syndicales.

Une formidable volonté de mettre en échec le projet de loi sur les retraites, d'en obtenir le retrait pur et simple, s'est exprimée !

Dans de nombreux départements (notamment 15, 16, 25, 27, 28, 30, 43, 44, 50, 66, 70, 76, 81, 92...), les sections départementales de la FSU étaient signataires, avec les Unions départementales de la CGT, de FO, de Solidaires, et bien souvent de la CFDT, de la CFTC, de l'UNSA, d'appels unitaires à faire grève et à manifester pour le retrait du projet de loi. Dans des centaines de localités, d'établissements, d'écoles, les sections syndicales, les militants des syndicats de la FSU étaient signataires d'appels pour le retrait.

Les salariés, les enseignants ont montré qu'ils étaient prêts !

Sarkozy, Fillon, Woerth ont affirmé qu'ils ne reculeraient pas, et, en quelques jours, ont fait adopter leur projet de loi à l'Assemblée nationale. Moyennant quelques amendements marginaux sur les fonctionnaires mères de 3 enfants, la pénibilité (conçue comme mesure individuelle), les carrières longues, les poly pensionnés, le cœur même du projet n'a pas bougé. Ce projet n'est ni amendable ni négociable, ainsi que l'affirmaient de nombreuses banderoles dans les cortèges. Il doit donc être retiré ! Aussi, c'est avec surprise et souvent

consternation que les militants et les salariés ont pris connaissance du communiqué adopté le 8 septembre par la FSU avec la CGT, la CFDT, la CFTC, la CGC et l'UNSA. Appelant à une "interpellation des députés" le 15 septembre, jour du vote à l'Assemblée nationale, et à une nouvelle journée de grève et manifestation, le 23 septembre, l'intersyndicale nationale se fixait d'"obtenir des mesures justes et efficaces" mais n'exigeait toujours pas le retrait du projet de loi ! Comment le comprendre ? Cette position pose problème.

Peut-on faire reculer le gouvernement par une suite d'actions saute-moutons ? S'agirait-il finalement, comme le suggère F. Chérèque, de "négocier" quelques amendements, tout en acceptant l'essentiel ?

L'unité, cela peut-il consister à s'aligner sur les positions de la CFDT ou de B. Thibaut, en mettant de côté les mandats que nous nous sommes donnés ?

Pour le gouvernement, la réforme des retraites est un enjeu central dans le plan de rigueur exigé par l'Union européenne, les banques et les spéculateurs.

En application de la masterisation, les stagiaires arrivent sans formation dans les écoles, les collèges et les lycées et des étudiants en master viendront dans quelques semaines remplacer des collègues. L'école publique, notre statut sont à la croisée des chemins ! 400 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés depuis 4 ans, 16 000 dans l'Education nationale en 2010.

Chacun le comprend : bloquer ce projet sur les retraites serait porter un coup

sévère à l'ensemble de la politique destructrice que mène le gouvernement contre l'école et les services publics, nos statuts, les droits sociaux, les libertés démocratiques et ouvrirait la porte à l'ensemble de nos revendications.

Pour défendre le mandat exprimé dans les manifestations, celui du congrès national de Lille de la FSU, le moment n'est-il pas venu de dresser l'unité des salariés et de leurs organisations syndicales dans l'appel à la grève, au blocage du pays pour le retrait du projet de loi ?

Sophie SUCHARD élue du CDFD sortant, s.suchard@free.fr

1. **Sophie SUCHARD**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes
2. **Thibaut ACKERMANN**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes
3. **Corinne HERON**, Collège F. Truffaut, Asnières, Snes
4. **Catherine GRIVEAU**, Ecole Paul Bert, Chaville, Snuipp
5. **Benjamin DUPRAZ**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes
6. **Myriam BATAIS**, Collège du vieux pont Boulogne-Billancourt, Snes
7. **Jean-Marc BROUARD**, Lycée Agora, Puteaux, Snes
8. **Sonia WOS**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes
9. **Sébastien MURCIA**, Lycée Agora, Puteaux, Snes
10. **Thérèse DE SOLLIERS**, retraitée Snes
11. **Ratib MAKHLOUKA**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes
12. **Corinne SERON**, Lycée Paul Langevin, Suresnes, Snes

Premier degré

Tout va très bien pour l'inspecteur d'académie...

Et pourtant dans les écoles primaires, les enseignants n'ont aucunement ce sentiment : 1 poste créé pour 41 élèves supplémentaires, 41 postes E et 28 postes G non pourvus, 493 EVS non renouvelés d'ici le 31 décembre 2010 et autant de personnes indignement "remerciées" à l'encontre de ce que l'administration leur avait annoncé en les embauchant.

Suppression de tous les intervenants langues payés par l'inspection académique et autant d'enseignants contraints d'enseigner une langue qu'ils ont apprise il y a bien longtemps ou pas

apprise du tout, des classes surchargées, des stagiaires pas ou peu formés qui auront une classe en pleine responsabilité dès la rentrée des vacances d'automne...

Comme il le dit dans ses vœux de rentrée, nous devons avoir comme "préoccupation constante (...) la réussite de chaque élève". Alors, chiche, monsieur l'inspecteur d'académie ! Mais certainement pas sans les moyens qui devraient être alloués à l'Ecole. Oui, à une école de la réussite de tous les élèves.

Oui à un budget à la hauteur de ce que nous voulons pour nos élèves.

Pour l'école, on ne doit pas se priver !

Céline Potvin

Modalités de vote pour l'élection au CDFD

Pour les syndiqué-e-s du SNES, le vote se déroulera dans les S1 d'établissements, et par correspondance pour les isolé-e-s et les retraité-e-s.

Pour les syndiqué-e-s du SNUipp, vote par correspondance organisé par le SNUipp.

Pour tous les autres syndicats, vote par correspondance (enveloppe T) organisé par la section départementale.

Qui peut voter ? Tous les syndiqués à jour de leur cotisation en 2009-2010 et tous les syndiqués 2010-2011.

Liste à l'initiative de Ecole Emancipée

Pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale !

Pour un syndicalisme unitaire, plus offensif, plus revendicatif, dans les luttes à construire pour l'école et la transformation sociale !

En mai 2010, Fillon annonçait la couleur : les dépenses de l'Etat seront gelées en 2011, 2012 et 2013. 45 milliards d'euros d'économies budgétaires qui seront lourds de conséquences : aux 100 000 suppressions depuis 2007 dans la fonction publique s'ajouteront environ 34 000 suppressions par an au cours des trois prochaines années.

Près d'un millions de chômeurs(euses) vont se retrouver sans droit. L'objectif du gouvernement et du MEDEF est clair : faire payer la crise aux seul(e)s salarié(e)s et retraité(e)s et protéger les profits des entreprises repartis à la hausse. Comme tous les fonctionnaires, les personnels de l'éducation verront les départs en retraite pour moitié seulement remplacés. Dans ce contexte enfin, la réforme de la formation des maîtres apparaît comme la cerise sur le gâteau : casse du cadre collectif de formation, revalorisation en trompe-l'oeil, pédagogie bradée.

Nous nous sommes souvent retrouvés, au fil des années, en accord avec l'analyse portée par notre organisation syndicale sur les réformes gouvernementales, leur nature et leurs conséquences.

De même, dans le 92, nous avons partagé les diverses interventions de la FSU dans les cadres unitaires, allant du collectif de défense des retraites à RESF en passant par le comité de soutien aux postiers ou encore notre intervention durant la grève des travailleurs sans-papiers.

Pourtant, les désaccords restent profonds sur la construction d'une stratégie syndicale pour gagner.

La lutte exemplaire contre le projet de "masterisation" aurait dû être une occasion pour la FSU de construire la riposte dans son secteur de montrer son caractère fédéral car trop souvent encore les syndicats nationaux priment sur la fédération.

Le 7 septembre, les salariés, les jeunes, les chômeurs et les retraité (e)s se sont massivement mobilisés pour combattre la réforme des retraites et plus largement s'opposer à la politique du gouvernement.

Après le 23, nous devons passer à la vitesse supérieure et annoncer un calendrier serré d'actions avec grèves reconductibles et manifestations nationales. Nous n'avons pas le choix: tout doit être mis en oeuvre pour imposer le retrait de ce projet et reprendre le combat sur les autres dossiers.

Pour cela, la FSU devra s'appuyer sur la détermination des plus combattifs pour entraîner les autres et redonner confiance aux salariés en général, aux personnels de l'Education en particulier, dans la lutte collective.

Liste des signataires qui se retrouvent dans l'orientation présentée à l'initiative de l'Ecole Emancipée

Monique MIGNEAU, Chatillon, SNES.
Armelle PERTUS, Gennevilliers, SNUipp
David PIJOAN, Colombes, SNES.
Magalie DEBISSCHOP, Courbevoie, SNUipp.
Amélie CURALLUCCI, Gennevilliers, SNASUB.
Romain TREPPOZ, Nanterre, SNUipp.
Sylvie SALOMON, Nanterre, SNUipp.

Rentrée dans le second degré

FCPE, SNES-FSU, SNEP-FSU, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SE-UNSA, UNL et CNDFE écrivent aux parlementaires du département

Al'initiative du SNES 92, une lettre commune a été adressée le 6 juillet aux députés et aux sénateurs des Hauts de Seine, cosignée par la FCPE, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SGEN, la CGT Educ'action, le SE-UNSA, l'UNL et la CNDFE, à propos des conditions préoccupantes de la rentrée 2010 : stagiaires mis devant élèves à temps plein sans formation, précaires également sans formation, remplacements non assurés, insuffisance des postes aux concours pour répondre aux besoins, conséquence du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Les réponses des députés et sénateurs

ainsi interpellés sur ce que sera leur vote sur le budget 2011 et ses 16.000 suppressions de postes annoncées, seront rendues publiques.

"Vous le savez, l'enseignement secondaire connaît déjà cette année de graves difficultés en matière de remplacement des absences prévisibles et de longue durée des professeurs (congés maternité, par exemple).

En effet, dans de nombreux cas, le Rectorat est dans l'incapacité de fournir des professeurs Titulaires-Remplaçants parce qu'il n'en a plus assez pour répondre aux besoins.

Quant au remplacement par des vacataires ou des contractuels, il conduit à mettre devant des élèves des personnels sans aucune formation au métier d'enseignant, ce qui n'est pas acceptable. De plus, il est fréquent que l'administration ne trouve même pas de contractuels ou de vacataires, dans ce cas les élèves n'ont donc pas de professeur du tout, parfois pendant des semaines voire des mois.

Les causes de cette situation sont simples : depuis plusieurs années, pour deux professeurs partant en retraite, un seul nouveau professeur est recruté par les concours (CAPES, CAPET, CAPLP, Agrégation).

Il en résulte maintenant une pénurie de professeurs titulaires remplaçants ; quasiment tous les titulaires disponibles sont employés pour enseigner à l'année, par conséquent on manque de titulaires pour assurer les remplacements.

Or, cette situation s'aggravera à la rentrée prochaine, en raison des mesures découlant du budget voté pour l'année 2010, qui font suite à des suppressions d'emplois déjà importantes dans l'Académie de Versailles les années précédentes (- 249 en 2009 ; - 578 en 2008) soit pour 2010 la **suppression de 127 emplois de titulaires** dans l'Académie de Versailles), ce qui va accentuer les problèmes de remplacement ; **suppression de 385 emplois de professeurs stagiaires** dans l'Académie, avec pour résultat la suppression de l'année de formation en alternance dont bénéficiaient tous les nouveaux recrutés par concours ; les lauréats des concours 2010 seront affectés à temps plein devant élèves sans aucune préparation ; ils devront se former "sur le tas" ce qui n'est bon ni pour eux, ni pour les élèves.

Ce que montre le vote de la "réforme" des retraites : c'est le refus des directions syndicales d'affronter le gouvernement, de rompre avec lui, qui conduit aux défaites.

Pour le front unique des organisations syndicales contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth et sa politique, pour la fin du "dialogue social" qui lui pave la voie, votez Front Unique.

Le 15/09, l'Assemblée nationale a adopté la "réforme des retraites" rejetée largement dans le pays.

Alors que le 7/09 la démonstration était faite de la volonté des travailleurs de se mobiliser contre ce projet, quelles sont les raisons de cette défaite ?

C'est parce que "l'intersyndicale" a refusé d'affronter le gouvernement en appelant au retrait du projet et en centralisant le combat contre ce dernier.

Au contraire, elle a enfermé les travailleurs dans l'illusion qu'une pression sur le gouvernement et les députés pourrait déboucher sur une loi "équitable". Réunie au lendemain des importantes manifestations, elle a convoqué, le 23, une nouvelle journée d'action sans revendication.

Et entre temps, en appelant le 15 à

"interpeller les députés dans les circonscriptions", alors que ceux-ci devaient siéger à Paris pour le vote du projet ! Elle a laissé le parlement adopter sans encombre sa contre-réforme.

Dès le 8 septembre au matin, notre tendance Front Unique soumettait au vote du Bureau National de la FSU la proposition que la FSU appelle le 15 avec FO, CGT,... à une manifestation centrale, nationale, devant l'Assemblée nationale, pour exiger le retrait du projet.

Cette proposition de rassemblement au grand jour de la force des travailleurs contre la "majorité" UMP et ce projet de loi, toutes les autres tendances l'ont refusée.

Alors que Sarkozy avait clairement annoncé le 8 au matin qu'il maintiendrait sa "réforme", il était évident que son retrait ne pouvait être obtenu sans affronter et vaincre le gouvernement. Mais c'est précisément cet affrontement que refusent tous les dirigeants syndicaux, dont ceux de la FSU (UA et EE).

La première des conclusions de cette situation est que, pour ne plus être les jouets d'une "intersyndicale" constituée en défense du gouvernement Sarkozy et du capitalisme en crise, les travailleurs

ont et auront à lutter pour se réapproprier leurs organisations syndicales, en cherchant à briser la collaboration permanente des dirigeants avec le gouvernement.

C'est le combat que notre courant mène dans la FSU.

Alors que la "réforme" des retraites est entérinée à cause de la politique des directions syndicales, qu'à la suite se profilent d'innombrables attaques dictées par la crise du capitalisme, l'exigence de la rupture avec Sarkozy, son pouvoir, ses larbins (type Chêrèque), l'exigence du combat déterminé contre lui, dans le front unique des organisations syndicales, est sans cesse plus pressante.

Pour soutenir cette orientation, votez pour le courant Front Unique.

Pour Front Unique : **Denis Dutheil**
(denis.dutheil@free.fr)

Signataires

Denis Dutheil (SNUipp),
Agnès Clermont (SNES),
Hélène Poitvin (SNUipp),
Katia Massabeau (SNUipp),
Nathalie Jonard (SNES),
Olivier Thomas (SNES)

Collèges et lycées : l'asphyxie

Toutes les informations confirment la gravité de la situation dans le second degré, que la grève de rentrée du 6 septembre a fait émerger dans les media.

En collège, la poussée démographique prend de l'ampleur, mais les dotations horaires n'ont pas suivi : les classes à 30 et plus se banalisent.

Les lycéens aussi sont traités comme des sardines à 35 par classe voire davantage ; certains redoublants de terminale sont affectés loin de chez eux pour optimiser le remplissage, d'autres restent sans place des semaines après la rentrée.

Outre les problèmes de manuels scolaires, la "réforme" de la seconde conduit à des emplois du temps "usines à gaz" tant pour les profs que pour les élèves ; le flou règne encore sur la mise en œuvre des Enseignements d'Exploration et de l'Accompagnement Personnalisé, variables selon les lycées, souvent bricolés avec plus de

souci de gestion comptable que d'intérêt pédagogique pour les élèves. La pérennité des 2h d'Accompagnement Personnalisé apparaît déjà fragile.

Pourtant on mesure les dégâts des saignées précédentes : en matière de remplacement, rien ne va s'arranger puisque le budget 2010 a supprimé... des postes de Titulaires Remplaçants ! Et on nous signale des heures restées vacantes depuis la rentrée...

La suppression de l'année de formation après concours jette dans le bain en pleine responsabilité 230 PLC stagiaires dès la rentrée, situation calamiteuse dont les élèves et les collègues eux-mêmes vont faire les frais.

Les pressions de toutes sortes exercées sur les conseillers pédagogiques n'empêchent pas que de nombreux collègues, tout en aidant leurs pairs débutants, refusent d'être leur "tuteur" évaluateur et de cautionner la liquidation de la formation : l'administration est toujours en grande difficulté sur ce dossier.

L'IA des Hauts-de-Seine a rendu 45 équivalents temps plein d'Assistants

d'Education alors que les effectifs élèves exigeraient plus de surveillants. Les moyens ont été pris sur l'accompagnement des élèves handicapés et l'encadrement des Classes relais...

L'Accompagnement Educatif pour les orphelins de 16 h s'effondre faute de crédits.

La mise en extinction des Contrats Aidés va retirer aux établissements leur dernier palliatif à la pénurie de personnels statutaires pour la surveillance, l'entretien, le CDI, le secrétariat...

Dans le même temps, c'est la fuite en avant dans le coup de force permanent : classement "CLAIR", "Etablissement de réinsertion scolaire", policier référents, expérimentation du "sport l'après-midi" aux collèges Pasteur de Gennevilliers et Jean Jaurès de Levallois, évaluation par compétences parfois imposée, multiplication des injonctions, empilement des tâches, tout est bon pour déréglementer, dénaturer nos métiers, porter atteinte aux prérogatives des CA et à la liberté pédagogique.

Marianne Auxenfans

Unité Action et Hors Tendances

Debattre, revendiquer et agir tous ensemble pour gagner

Au cours de ces 3 dernières années, les attaques gouvernementales et remises en cause ont été nombreuses.

Elles ont mis à mal les droits des salariés et des citoyens, ainsi que les principes de solidarité auxquels nous sommes attachés.

La FSU tant au niveau national que départemental n'a cessé de mettre à la disposition des personnels les éléments d'information nécessaires à leur mobilisation. Parallèlement, elle a œuvré à favoriser la convergence des mobilisations et défendu la nécessité de développer des actions les plus massives, rassembleuses et unitaires possibles.

Le Congrès de Lille a vu notre fédération réaffirmer ses mandats et en élaborer de nouveaux afin de poursuivre son combat pour la défense et la promotion des salariés, des Services Publics, de la solidarité et de la justice sociale. Quelques mois après ce Congrès, les adhérents des Hauts de Seine doivent se prononcer pour définir l'orientation de la FSU au niveau de notre département et élire le nouveau Conseil Délibératif Fédéral Départemental (CDFD) pour les

3 ans à venir. Sur la base des orientations de la liste majoritaire sortante (UA et Hors tendance) et des orientations du Congrès de Lille, nous présentons donc une liste représentative de la pluralité des syndicats représentés dans la FSU et de militants et militantes engagés dans la vie de leurs syndicats nationaux.

Cette démarche vise à prendre en compte les réalités et la diversité du champ d'intervention de la FSU, mieux faire vivre la réflexion et le débat au niveau fédéral, et entraîner dans l'action une majorité de nos collègues, la construction d'un mouvement sur cette base étant le seul gage d'efficacité dans les luttes que nous avons à mener.

Nous agirons pour

- Favoriser la convergence des luttes au niveau interprofessionnel en développant des actions communes locales et départementales, pour défendre et promouvoir les Services Publics dans leur ensemble
- Rétablir le pouvoir d'achat et obtenir l'ouverture de véritables négociations salariales ;
- Préserver la protection sociale (action

sociale, sécurité sociale, mutualité) et les régimes de retraite par répartition en luttant notamment pour le retour à 37,5 annuités de cotisation ;

- Sauvegarder et développer les acquis des personnels, leurs statuts, le paritarisme, les droits et libertés syndicales ;
- Combattre la précarité et développer des emplois pérennes et stables ;
- Défendre les droits, les libertés et la laïcité ;
- Favoriser le développement des solidarités (RESF, Droit Au Logement, Sans-papiers, lutte contre toutes formes de racisme, d'antisémitisme et de discrimination...);
- Favoriser le travail intersyndical au quotidien en recherchant l'unité la plus large ;
- Développer la réflexion et le débat au niveau fédéral sur des sujets transversaux (précarité, petite enfance, formation...).
- Défendre et promouvoir un Service Public d'Education au service de la réussite de tous les jeunes en luttant contre les attaques gouvernementales en s'appuyant et en proposant comme alternative notre projet éducatif

1. LIZE Jacky, PE, SNUipp, UA, Ecole maternelle Jean Jaurès - Villeneuve.

2. AUXENFANS Marianne, PLC, SNES, UA, Collège Henri Barbusse, Bagneux.

3. POTVIN Céline, PE, SNUipp, UA, Ecole élém. Joliot Curie, Bagneux.

4. PRIOUX Guillaume, Prof EPS, SNEP, UA, L. P de Prony, Asnières.

5. RAYNARD Régine, Adj. adm, SNUCLIAS, HT, Conseil général, Nanterre.

6. GOUTNER Didier, Ass soc, SNUAS-FP, UA, Collège Henri Barbusse, Bagneux.

7. GIROUD Christel, Prof EPS, SNEP, UA, L. P Gustave Eiffel, Rueil.

8. LE NY Arnaud, Maître de Conférence, SNESup, UA, IUT Sceaux.

9. HOUDU Pascal, PE, SNUipp, HT, Ecole élém. Les Cottages, Suresnes.

10. CUKIERMAN Maurice, PLC, SNES, UA, Lycée René Descartes, Antony.

11. BOEUF Charlotte, PE, SNUipp, HT, Ecole mat. Henri Wallon, Gennevilliers.

12. MUZARD Nadège, PLC, SNES, UA,

Collège La Fontaine, Antony.

13. GREINER Frédéric, Prof EPS, SNEP, UA, L.P La Tournelle, La Garenne.

14. LAUNAY Véronique, Auxiliare puériculture, SNUCLIAS, HT, Crèche du personnel, Conseil général, Nanterre.

15. VERGNIOL Christel, PE, SNUipp, HT, Ecole élém. Joliot Curie, Bagneux.

16. GAY Jean-François, PLC, SNES, UA, Lycée Isaac Newton, Clichy.

17. CARDON Pierre, Prof EPS, SNEP, UA, Retraité.

18. MAZARS Sabine, PE, SNUipp, HT, Ecole élém. Victor Hugo A, Clichy.

19. ALLENET Mathieu, PLC, SNES, UA TZR Lycée Monod, Clamart.

20. RADUCANU Elisa, PE, SNUipp, HT, Ecole élém. Victor Hugo A, Clichy.

21. RIQUOIS Robert, Co.Psy, SNES, UA, Retraité.

22. RABINEAU Patrick, PE, SNUipp, HT, Ecole élém. Jules Ferry A, Clichy.

23. BUKOWIECKI Jean-Sébastien, PLC, SNES, UA, Collège Louis Blériot, Levallois.

24. MOSSANT Anne-Marie, PE, SNUipp, UA, Retraitée.

25. JEGU Philippe, Principal, SNUPDEN, UA, Collège Henri Dunant, Colombes.

26. GUIGNON Anne, PE, SNUipp, HT, Ecole maternelle Henri Wallon, Nanterre.

27. UDRZAL Muriel, Adjointe adm. SNUCLIAS, HT, Conseil Général, Nanterre.

28. PHILIPPART Edmond, PE, SNUipp, HT, Ecole prim. Robert Doineau, Issy.

29. MOREAU David, Prof. EPS, SNEP, UA, Lycée Garamont, Colombes.

30. BRIAND Yves, PE, SNUipp, UA, Retraité.

31. VIALLE Michel, PLC, SNES, UA, Lycée Guy de Maupassant, Colombes.

32. RACOFIER Eric, PE, SNUipp, UA, Ecole prim. Louis Pergaud, Le Plessis.

33. BOUTET Pascale, PLC, SNES, UA, collège François Truffaut - Asnières

Elles et ils soutiennent cette liste et vous appellent à voter

Bernadette GROISON (SNUipp), **Jacqueline BELHOMME** (SNUipp), **Philippe DUPONT** (SNUipp), **Aline BECKER** (SNUipp), **Philippe LAVILLE** (SNES), **Eveline MATHONNIERE** (SNUipp), **André LANDRAIN** (SNES) **Sylviane MAILLET** (SNUipp), **Sophie VERBRUGGHE** (SNUipp), **Nathalie DEHON**, (SNUipp), **Patrick PELLOUX-PRAYER** (SNUipp), **Martine CANAL** (SNES), **Gérard LE CORRE** (SNUipp), **Yolande et Jean-Paul TRAIMOND** (SNUipp), **Nathalie HAYI** (SNUipp), **Daniel DEPAUX** (SNEP)